

«Triomphes» de la politique roumaine à la Stolypine

Christian Rakovsky

Source : «Vorwärts», 24e année, n° 196, 23 août 1907, p. 2. Traduction MIA.

Bucarest, 19 août. (Correspondance particulière) Le sort est d'une ironie singulière : le régime intérieur de la Roumanie est aujourd'hui confié au fils de ce politicien retors (Ion Brătianu) qui, dans les années 1878 à 1880, sut, par toutes sortes de mensonges et de manœuvres diplomatiques, obtenir frauduleusement la déclaration d'indépendance du pays, en éludant l'égalité des droits pour les Juifs, pourtant exigée par les grandes puissances européennes comme condition sine qua non. Ionel Brătianu surpasse cependant son père de manière considérable ; ce dernier gardait encore un reste de décence et de scrupules. Le fils, lui, ne se soucie guère de telles choses : violences, violations de la loi, falsifications de documents, faux passeports sont chez lui pratiques courantes. Mais laissons plutôt parler les faits, qui se sont accumulés ces deux derniers jours seulement.

Les frères Hoppe, dont l'un était bibliothécaire du club ouvrier local et l'autre simple membre du syndicat, ont été expulsés pour ces audaces. Tous deux sont citoyens roumains, ont accompli leur service militaire et sont inscrits sur les listes électorales ! Comme aucun État voisin n'aurait accepté des citoyens roumains, la police roumaine les a fait passer clandestinement, à minuit, depuis la localité frontalière de Burdujeni, le long de la voie ferrée, au-delà de la frontière autrichienne. Les frères Hoppe se présentèrent aussitôt aux autorités policières autrichiennes et leur racontèrent de quelle manière ils y avaient été conduits par la police roumaine. Les gardes-frontières, indignés, les reconduisirent alors à Burdujeni, où les sbires de Brătianu, pour se venger de l'échec de ce passage clandestin, leur infligèrent de cruelles sévices. Puis les frères furent séparés : l'un, sous la menace d'être fusillé, fut de nouveau introduit en secret en Autriche ; du second, on est toujours sans nouvelles. L'ouvrier expulsé Laslau a subi un traitement semblable. Lorsque ces agissements de brigandage de la police frontalière roumaine furent connus en Bucovine, ils soulevèrent une indignation générale dans la population. Les députés au *Reichsrat* de cette province sont décidés à porter ces insolentes violations du droit international à la tribune de la prochaine session du *Reichsrat*.

Un autre cas d'expulsion illégale est celui du camarade Vasile Anagnoste, l'un des dirigeants du mouvement de Bucarest. Sans que le délai légal de vingt-quatre heures, accordé pour régler ses affaires, ait été respecté, on l'expédia au poste frontière hongrois de Predeal, en trompant les autorités frontalières hongroises au moyen d'un passeport correctement établi, mais qui fut immédiatement repris après le franchissement de la frontière ! Nous avons déjà relaté l'arrestation de huit de nos dirigeants de Bucarest à l'occasion de l'accompagnement d'Anagnoste à la gare. Il s'agit des camarades : I. C. Irimu, C. Popovici, Radu Georgescu, Gh. Cristescu, Gh. Take-Ionescu, Iordan Ionescu, Gh. Marinescu et Cristache Angelescu, accusés de « rébellion » et d'« outrage à fonctionnaire ». L'instruction a été menée avec une célérité inhabituelle ; dès cet après-midi, le procès a commencé à huis clos et le gouvernement exerce une pression directe sur les juges pour qu'ils prononcent, pour ces délits inventés, le maximum de la peine – deux ans de prison et la perte à vie des droits civiques. Même les journaux conservateurs sont indignés par ces procédés anarchiques du gouvernement « libéral-socialiste ».

Ce qui caractérise cette politique de voyoucratie, c'est que de véritables criminels se promènent librement et sans gêne, tandis que les ouvriers sont poursuivis pour une manifestation pacifique. Ainsi du sous-commissaire Zenide, qui maltraita si brutalement un détenu innocent nommé Țigăranu au poste de police, que celui-ci s'effondra comme mort sous les coups, avant de se pendre, soit pour échapper aux tourments, soit – afin d'étouffer le crime – par l'action de Zenide (les avis des médecins légistes divergent encore à ce sujet).

Parmi les non-socialistes, ont été expulsés ces derniers jours : Leonard Paukerov, collaborateur du journal indépendant « *Adeverul* », appréhendé en villégiature à Sinaia et expédié par-delà la frontière ; l'imprimeur Kalber, éditeur d'un journal juif ; les ouvriers Teodor Maresch et Toma Halcin de Brăila, qui ont commis le « crime » de pénétrer dans les locaux syndicaux. Au total, le gouvernement a décrété, en cinq mois, neuf cents expulsions, dont la plus grande partie est imputable au jeune mouvement ouvrier ! C'est une chasse à l'homme comme on n'en avait jamais vu depuis l'existence du royaume. Si les camarades allemands durent subir de telles persécutions sous le régime bismarckien, c'était du moins une pratique formellement légalisée par la loi antisocialiste. Mais en Roumanie, où la constitution accorde à chacun les libertés les plus étendues, où l'agitation, la coalition, la liberté de la presse et le droit de réunion peuvent s'exercer sans entrave, les agissements du gouvernement libéral ne sont rien d'autre que des mesures illégales et provocatrices, visant à pousser les personnes visées à la résistance, afin de pouvoir ensuite – comme pour les troubles agraires ce printemps – anéantir le mouvement ouvrier dans un terrible bain de sang.

Mais les ouvriers ont perçu à temps les intentions criminelles du gouvernement et, avec une sérénité de martyrs et une maîtrise de soi admirables, ils endurent les innombrables et lourds actes de terrorisme. Cette semaine, deux grandes réunions publiques se sont tenues à Bucarest dans les locaux de la « *România Muncitoare* », l'une mercredi 14 août, l'autre hier, 18 août. Le mouvement manifeste une ténacité et une force intérieure qui doivent exaspérer davantage encore les libéraux au pouvoir. À la place des camarades arrêtés et expulsés, de nouveaux combattants, de nouveaux orateurs, de nouveaux dirigeants surgissent du mouvement. Une abnégation et un sentiment de solidarité se font jour, tels qu'ils ne peuvent naître que d'une conscience intime de sa propre force. Sous les applaudissements enthousiastes de l'auditoire, les orateurs ont stigmatisé la politique de fureur anarchique d'Ionel Brătianu, les atrocités de sa police, la réintroduction des méthodes d'expulsion tsaristes, et ils ont fustigé avec un sarcasme cinglant les services de supplétifs que rendent au Stolypine roumain les « ex-camarades » renégats. Le chef de file de ces renégats, Ioan Nădejde, rédacteur du torchon stipendié par le gouvernement « *Voința Națională* », fut tout particulièrement la cible de la verve ouvrière, rude et spontanée.

Il ne fait aucun doute que la terreur gouvernementale produira des résultats tout autres que ceux qu'en attendent les obscurantistes libéraux : le mouvement ouvrier roumain sortira éprouvé, renforcé et grandi de cette ère de persécution. Entre-temps, le mot « libéral » a perdu toute force d'attraction pour les ouvriers ; il est devenu une honte pour tout homme honorable de se voir qualifier de « libéral ».

Au moment même où nous achevons ce rapport, nous parvient la joyeuse nouvelle que les juges du procès intenté aux huit camarades de Bucarest accusés de « *rébellion et outrage à fonctionnaire* » ont prononcé, à l'unanimité et dans tous les cas, l'acquittement. Le piètre sosie de Stolypine a donc reçu la première gifle, depuis longtemps méritée. Espérons qu'elle ne restera pas longtemps la seule !

Les acquittés devront cependant rester en détention, car le procureur a interjeté appel du jugement !